



PODER EPISCOPAL E PATRIMÓNIO SENHORIAL NO SÉCULO XIII: O CASO DE SANTA MARIA DE CAMPANHÃ

LUÍS CARLOS AMARAL
ANDRÉ EVANGELISTA MARQUES

O presente trabalho pretende historiar o processo de transferência do senhorio da igreja de St.^a Maria de Campanhã, das mãos de um alargado conjunto de leigos para as da Sé do Porto. Fundado no séc. X por um grupo de particulares, no âmbito do processo de organização do território desencadeado pela *Reconquista* cristã, o pequeno cenóbio de Campanhã rapidamente assumiu o estatuto de igreja privada, sedimentado nos séculos seguintes. A restauração da diocese do Porto (1112-1114) e a conseqüente recomposição da autoridade e administração episcopais levaram a que os bispos do Porto se comesçassem a interessar pela igreja de St.^a Maria, tentando inverter o processo de fragmentação da propriedade, resultante do exercício continuado dos direitos patronais por parte de segmentos diversos da aristocracia. A aproximação às terras de Campanhã e posterior domínio pelo bispo e cabido acabariam por se consumir nos inícios do séc. XIV. O estudo deste percurso permitiu-nos não só analisar a passagem de um senhorio eclesiástico para a Sé do Porto, como esclarecer alguns aspectos da estrutura económica e social da aristocracia patronal do Entre-Douro-e-Minho.

EPISCOPAL POWER AND SEIGNORIAL PROPERTY IN THE 13TH CENTURY: SANTA MARIA DE CAMPANHÃ

LUÍS CARLOS AMARAL
ANDRÉ EVANGELISTA MARQUES

This study aims to cover the process of transferring control over St.^a Maria de Campanhã from the hands of a large group of laymen to Oporto cathedral. Founded in the 10th century by a group of private individuals as part of the process of organising the territory that followed the Christian reconquest, the small Campanhã shrine rapidly became a private church and was consolidated over the following centuries. The restoration of the diocese of Oporto (1112-1114) and the consequent re-imposition of episcopal authority and administration led the bishops of Oporto to take an interest in the church of St.^a Maria, trying to reverse the process of fragmenting property that had resulted from the continued exercise of ownership rights by the diverse segments of the aristocracy. The bishop and chapter's approaches to the lands in Campanhã and their later control would finally be achieved in the early fourteenth century. The study of this process not only allows analysis of the shift from ecclesiastical ownership to the possession of Oporto cathedral, but also clarifies some aspects of the economic and social structure of the landowning aristocracy in Entre-Douro-e-Minho.

POUVOIR ÉPISCOPAL ET PATRIMOINE SEIGNEURIAL AU XIII^e SIÈCLE: LE CAS DE SANTA MARIA DE CAMPANHÃ *

LUÍS CARLOS AMARAL **

ANDRÉ EVANGELISTA MARQUES ***

L'étude que nous nous proposons de développer prend place dans ce que l'on appelle communément une étude de cas. Grâce à la préservation d'un ensemble notable de 50 diplômes transcrits dans le *Censual do Cabido da Sé do Porto*¹, dont on connaît encore 32 originaux conservés dans les *Livros dos Originais*² des anciennes archives du chapitre de Porto, on peut aujourd'hui reconstruire la quasi-totalité du processus de transfert du patronage de l'église de Santa Maria de Campanhã des mains des particuliers au siège épiscopal de Porto. De 1227 à 1302, une succession d'évêques de Porto s'est employée à acquérir, parcelle par parcelle, la totalité des droits patronaux dépendants de cet établissement. Patiemment, les prélats ont réussi à orienter la générosité du groupe nombreux et diversifié des patrons de Campanhã en stimulant la donation en faveur de l'Église de Porto des droits qu'ils avaient acquis principalement à travers les héritages familiaux.

Tout porte à croire qu'il s'est agi d'un succès, pour lequel les évêques et le chapitre de Porto n'ont pas dépensé un denier, car tout a été acquis par le biais du traditionnel mécanisme des donations. D'ailleurs, la documentation copiée au *Censual do Cabido* dévoile qu'au long du XIII^e siècle et dans les premières décennies du siècle suivant la Cathédrale de Porto était engagée dans un vaste programme de contrôle et de seigneurie effective des lieux de culte du diocèse tant ecclésiastique que domanial. Les témoins de cette politique sont distribués pratiquement dans tout le périmètre diocésain, depuis la Terra da Maia, au nord du Douro, jusqu'à la Terra de Santa Maria, à proximité de Coimbra. Bien qu'aucun cas ne semble

* Une version développée de cette étude sera publiée plus tard avec la transcription de plusieurs diplômes.

** Universidade do Porto. Chercheur du projet *Fasti Ecclesiae Portugaliae*.

*** Universidade do Porto. Boursier de recherche du projet *Fasti Ecclesiae Portugaliae*.

¹ *CENSUAL do Cabido da Sé do Porto: Códice membranáceo existente na Biblioteca do Porto*. Ed. de João Grave. Porto: Biblioteca Pública Municipal, 1924, p. 79-139.

² Arquivo Distrital do Porto (ADP), Cartório do Cabido, *Livros dos Originais*, livro XII (1670), fol. 16-19 e livro XIII (1671), fol. 15, 18-35, 37-45.

paraître aussi complexe que celui de Campanhã, c'est-à-dire ne présentant pas un niveau de fragmentation patrimoniale aussi élevé, nous pouvons aussi évoquer, à titre d'exemple, les 26 donations au bénéfice de la Cathédrale de Porto du patronage de l'église de Santa Cruz do Bispo, entre 1239 et 1247³, les sept relatives à S. Veríssimo de Valbom, réalisées entre 1241 et 1258⁴, et les sept concernant Santa Maria de Válega, effectuées en deux périodes distinctes, 1298-1299 et 1342-1344⁵.

Cela étant, la politique d'acquisition du patrimoine ecclésiastique conduite par les prélats de Porto était loin de constituer une nouveauté, tant au niveau de l'épiscopat portugais que dans l'ensemble hispanique. En fait, ce genre de procédé se fondait sur des circonstances spécifiques à l'Histoire de l'Église péninsulaire et, surtout, sur les vicissitudes résultantes de l'occupation militaire et du peuplement développé au cours des premiers siècles de la *Reconquête Chrétienne*. La privatisation des lieux de culte, des églises monastiques aux simples chapelles, a débuté dans la phase finale du règne wisigoth de Tolède, principalement du fait de la ruralisation accélérée de la société hispano-gothique. De cette situation font écho divers canons promulgués lors de conciles successifs qui réprouvaient et condamnaient durement la possession de biens religieux par les laïques. Dans ce contexte, la conjoncture tourmentée de la *Reconquête* a fini par enraciner plus encore la longue tradition péninsulaire des églises et des monastères privés et familiaux, octroyant aux séculiers un certain pouvoir sur les lieux de culte.

Avec l'avancée militaire vers le sud et la conséquente réorganisation sociale du territoire, la hiérarchie religieuse, en pleine phase de restauration diocésaine, commence, inévitablement, à essayer de mettre de l'ordre dans la situation chaotique existante, tant au niveau de l'organisation et de la dépendance des structures ecclésiastiques que de la discipline et de la moralité du clergé. Avant même l'adoption officielle dans le royaume de Léon et Castille des préceptes grégoriens venus de Rome, qui ne se produira qu'après le concile de Burgos de 1080, déjà dans le Nord péninsulaire chrétien des actions de caractère réformateur se faisaient sentir. Il n'y a plus de doute aujourd'hui que ces actions ont débuté lors du célèbre concile réalisé à Coyanza en 1055 qui s'est prolongé, dans le cas spécifique du Nord-Ouest galicien, par les synodes de Compostelle de 1061 et 1063.

L'essentiel des délibérations approuvées à Coyanza reste très proche des orientations qui ont présidé au mouvement de Réforme Grégorienne. La complémentarité semble évidente lorsque nous constatons que l'un des objectifs les plus recherchés dans les deux cas consistait, précisément, à mettre un point final à l'ingérence des laïques dans les affaires et dans le patrimoine ecclésiastique.

³ *CENSUAL do Cabido*, p. 47-67.

⁴ *CENSUAL do Cabido*, p. 141-147.

⁵ *CENSUAL do Cabido*, p. 256-267.

L'entrelacement des tendances réformatrices péninsulaires avec les fortes influences romaines venues d'outre-Pyrénées, a fini par créer les conditions favorables à l'intervention des évêques et des clercs cathédraux sur les biens ecclésiastiques de leur diocèse. Ayant débutée dans les dernières décennies du XI^e siècle, cette action s'est étendue sur plusieurs siècles et a connu une grande diversité de rythmes et de configurations. Le fait de contribuer et de se confondre avec le propre processus seigneurial en cours dans tout le Nord péninsulaire chrétien a amené régulièrement la contestation de la part des élites locales et régionales et de la société en général. En vérité, retirer les églises et les monastères des mains des laïques et, spécialement, des membres de l'aristocratie, pouvait paraître entièrement légitime et justifiable aux yeux des évêques et des clercs imprégnés de doctrine romaine. Cependant, il s'agit d'un processus à portée limitée, du fait que les nobles ne pouvaient que difficilement assister sans réagir à la dilapidation d'une partie aussi significative de leurs ressources. Le futur se chargera de démontrer combien était inévitable l'établissement de compromis et de recherche d'équilibres si souvent élaborés et détruits au gré des conjonctures. En termes généraux, nous pensons que telle est l'origine du scénario qui, au XIII^e siècle, a sous-tendu et rendu compréhensible le transfert des droits patronaux de Santa Maria de Campanhã vers l'Église de Porto.

Situé aux alentours de la ville de Porto d'alors, entre les rivières Tinto et Torto, affluents du Douro, l'église de Campanhã, comme plusieurs autres établissements religieux de la région, remonte à la phase de réorganisation territoriale qui a succédé au grand mouvement des *presúrias* provoquées par l'occupation militaire asturienne de l'entre Douro et Minho, à partir de la fin du IX^e siècle. Nous ignorons le moment exact de sa fondation, mais nous pouvons affirmer, de façon presque sûre, qu'elle remonte à la fin du X^e siècle ou au début du siècle suivant. Le simple toponyme *campaniana* apparaît déjà attesté en 994⁶ et, selon Joseph Piel, dériverait de *Campanius*, nom d'un éventuel propriétaire romain qui aurait possédé des biens dans la région. Cependant la première référence explicite dans les textes ne date que de 1058, dans une longue charte de donation octroyée par l'abbé Gomes: "(...) *monesterio sancte marie uirginis (...) fundato in uilla campaniana sub alpe castro gondemari discurrente rribulo campaniana terretorio portugal prope flumen doiro (...)*"⁷. Par cet acte nous apprenons que le petit monastère a été érigé par les grands-parents de l'abbé en question, qui avait alors la tutelle de la communauté monastique et était son patron. Dans le même diplôme, l'abbé en a profité pour nommer son neveu

⁶ *PORTUGALIAE Monumenta Historica: Diplomata et Chartae*. Alexandre Herculano, org. Lisboa: Academia das Ciências, 1867-1873, doc. 170, p. 105.

⁷ *PORTUGALIAE Monumenta Historica: Diplomata et Chartae*, doc. 409, p. 251.

Gonçalo Raupariz, *maiorino* royal de Fernando I de Léon et Castille, comme *defensor et adiutor* du monastère, et pour souligner que sa désignation abbatiale appartenait exclusivement à ses parents, sans quelque intervention, et *a fortiori* confirmation, épiscopale: “(...) *uenimus in ipso locum sanctum per consensum ex nostris generibus et propinquis (...)*”⁸. Les étroits liens tissés entre les membres de la famille fondatrice et l’institution – ce qui a toujours constitué une des caractéristiques fondamentales des monastères et des églises privées –, ont fini par conditionner, à long terme, la future histoire de Campanhã.

Il s’agit, ainsi, d’un petit monastère familial comme tant d’autres, qui assiste, entre 1112 et 1114, à l’élection de l’évêque D. Hugo et à la restauration définitive du diocèse de Porto. Le rétablissement de l’Église de Porto, qui a eu lieu en pleine époque de l’implantation des préceptes réformateurs grégoriens, a impliqué de significatives altérations dans toute la région. Comme ses congénères, très tôt, le nouveau prélat a considéré comme prioritaire le contrôle des lieux de culte du diocèse. De plus, pour un *français* comme lui, l’accomplissement strict des normes romaines devait représenter une priorité. Il a ainsi initié une politique qui, dans le cas particulier de l’église de Campanhã, s’est seulement terminée au début du XIV^e siècle. Jusque là, les prélats de Porto ont, pour ainsi dire, préparé le terrain. Les limites du *couto* de la Cathédrale de Porto, octroyé à D. Hugo par la reine Teresa (1120), et postérieurement confirmé et élargi par Afonso Henriques (1138), ont incorporé une partie de l’ancienne *villa* de Campanhã, la partie demeurée sous l’autorité de la couronne. En 1195, lors du partage des revenus du diocèse entre l’évêque D. Martinho Rodrigues et le chapitre, ce qu’on appelle “*regeengo de Canpanhaan*”⁹, c’est à dire, l’ensemble des rentes ecclésiastiques perçues dans tout l’espace exempt de Campanhã, a échu au chapitre.

Divisé entre le *couto* épiscopal, la terre du roi, les *coutos* de Rio Tinto et Gondomar et les propriétés de particuliers, la zone de Campanhã n’a cessé de refléter les vicissitudes résultant de cette fragmentation, tant à cause de la diversification des seigneurs, certainement attirés par la proximité de la ville de Porto, qu’à cause des croissantes activités rurales et artisanales des rives du Tinto et du Torte. L’histoire du patronage de l’église de Santa Maria reflète un scénario identique. Il n’est donc pas étrange que la convergence de tels facteurs confère à l’église de Campanhã une grande importance aux yeux des évêques et des chanoines de Porto, qui, depuis longtemps, tentaient d’étendre leurs intérêts patrimoniaux vers les terres situées à l’Est des murailles de la ville.

⁸ *Ibidem*.

⁹ *CENSUAL do Cabido*, p. 496.

L'analyse de la distribution chronologique et de la genèse des 50 diplômes ainsi que l'étude de la typologie documentaire et des formulaires utilisés nous paraît être la meilleure voie pour la caractérisation de ce processus de transfert et, plus particulièrement, des équilibres de pouvoir sous-jacents, même si ce *corpus* documentaire ne peut pas inclure la totalité des actes de transfert du patronage de Campanhã vers l'Église de Porto.

En effet, la distribution chronologique de ces diplômes nous permet de distinguer trois phases dans ce processus de transfert, équivalentes à autant de cycles de donation: le premier cycle, constitué par trois donations à peine, s'étend sur une période de cinq ans (entre 1227 et 1231)¹⁰; après un intervalle de 28 ans, commence un second cycle pour lequel on enregistre le nombre significatif de 35 donations, toutes inscrites dans les deux années 1259-1260¹¹; enfin, et après un second intervalle, lui aussi de 28 ans, a lieu un dernier cycle, bien plus long que ses précédents, puisqu'il s'étend de 1288 à 1302, pour lequel existent 12 documents¹².

L'examen des prélats qui ont reçu ces donations fait clairement comprendre que le premier cycle correspond à l'épiscopat de D. Martinho Rodrigues, le second à celui de D. Julião Fernandes, et le troisième à ceux de D. Vicente Martins, D. Sancho Peres de Froiã et D. Geraldo Domingues.

L'analyse de la genèse de ces diplômes, et surtout de la provenance géographique et du statut institutionnel de leurs rédacteurs, nous permet de comprendre le rôle significatif que les divers évêques ont assumé dans la conduite du procès. En effet, 31 des 50 documents (62%) ont été rédigés par des notaires de Porto, à Porto, et quelques-uns même dans le chapitre de la Cathédrale.

Bien que cette conduite des prélats ne puisse être prouvée dans la première phase, puisque l'on ne connaît que le nom des notaires de deux chartes, elle est assez évidente pour les cycles suivants de donations, mettant en évidence cette seconde phase. En effet, des 35 diplômes qui font partie de cette seconde phase de donations, 25 (71%) sont rédigés et validés avec la signature de Martim Anes, tabellion de Porto. De plus, les auteurs de 8 des 10 documents rédigés en dehors de Porto demandent à Martim Anes de les enregistrer ou, dans la plupart des cas, de les rédiger en *pública-forma*, avec les autres actes du droit de patronage de Campanhã.

Le rôle principal que les prélats ont joué dans cette seconde phase du processus devient moins évident dans la phase suivante, où la moitié à peine des

¹⁰ ADP, Cartório do Cabido, *Livros dos Originais*, livro XII (1670), fol. 9 e *CENSUAL do Cabido*, p. 81-83 e 83-84.

¹¹ ADP, Cartório do Cabido, *Livros dos Originais*, livro XIII (1671), fol. 18-35, 37-45 e *CENSUAL do Cabido*, p. 95-97, 99-100, 106-107, 116-123.

¹² ADP, Cartório do Cabido, *Livros dos Originais*, livro XII (1670), fol. 15-18 e *CENSUAL do Cabido*, p. 127-139.

donations est rédigée par des notaires de Porto. La rédaction des instruments de donation n'est plus centralisée dans cette ville et s'étend à des lieux éloignés tels que Montalegre ou Santarém, sans que les auteurs de ces documents demandent leur enregistrement par un notaire de Porto, comme l'on a déjà vu dans la phase précédente. Il faut noter, toutefois, que, parmi les auteurs de ces 12 donations, quatre sont parents proches de l'évêque D. Sancho, ce qui montre que l'action de ce prélat fut manifeste pour l'obtention de ces donations.

L'analyse de la typologie documentaire et des formulaires utilisés nous permet de conclure que tout donateur recourt à la donation comme moyen d'aliénation de sa parcelle de patronage, confirmant la cohésion qui semble dominer tout le procès.

Toutefois, il nous est impossible de connaître l'intervention spécifique de chacun des prélats donataires, ou, plus généralement, de l'Église de Porto, dans l'obtention de ces donations, non seulement à cause du manque de documentation mais surtout du fait du laconisme des formulaires stéréotypés imposés à l'ensemble des documents qui font partie du *corpus* étudié.

En effet, dans les diplômes où s'expriment les motivations de la donation (ils représentent la majorité), on invoque systématiquement la louange à Dieu, à la Vierge Marie et à tous les Saints, la rémission des péchés pour le donateur et sa famille et l'*amor* porté à l'évêque donataire. Nous sommes donc dans un cadre de motivations canoniques, formulaires, qui ne nous éclairent en rien sur les circonstances concrètes qui ont amené un si grand nombre d'individus, de façon si concertée, comme nous pouvons nous rendre compte facilement grâce à la distribution chronologique de ces donations, à transférer vers la Cathédrale de Porto la totalité du patronage de l'église.

Notons toutefois que le recours systématique à la donation, sans contrepartie expresse que ce soit, correspond au choix d'un mode d'acquisition de patrimoine éminemment passif, contrairement à ce qui se passe avec la vente et l'échange. Et il faut ajouter que les divers donateurs se limitent à transférer vers la Cathédrale de Porto la totalité des parcelles qu'ils possèdent dans le patronage de Campanhã, sans spécifier avec rigueur les dimensions de celles-ci, la façon dont elles ont été acquises et leur place dans le patrimoine et/ou les droits, ecclésiastiques ou autres, de l'église.

Malgré ces divers *silences*, la façon dont ces 50 donations, à prédominance individuelle, s'articulent tant au niveau de la distribution chronologique et du support juridique qu'à celui des rédacteurs des diplômes (dans le cas de ceux qui ont été rédigés par des notaires de Porto), nous semble constituer une claire manifestation de la volonté des prélats successifs de Porto, tout au long du XIII^e siècle, à restreindre l'intervention des laïques dans la sphère ecclésiastique et à affirmer la juridiction épiscopale dans le cadre paroissial du diocèse.

Si l'on se place maintenant au pôle opposé de ce processus, celui des hommes et des femmes qui donnent les parcelles qu'ils possèdent dans le patronage de Campanhã, il nous paraît que l'identification des individus et des liens de parenté qui les unissaient ainsi que l'analyse de la dispersion géographique et du statut et du genre de ces donateurs constituent des chemins privilégiés pour la reconstitution possible d'un patrimoine seigneurial qui s'était fragmenté, au long des siècles antérieurs, pour se concentrer, dans le courant du XIII^e siècle, entre les mains de l'évêque et du chapitre de Porto.

Dans l'ensemble des 50 individus qui ont octroyé les 50 diplômes étudiés, 31 sont des hommes et 28 des femmes. Parmi les hommes, 28 ont octroyé seuls leur donation alors que trois seulement l'on fait avec l'accord de leur femme. Parmi les femmes, 13 ont octroyé les donations individuellement et 14 l'ont fait avec l'accord de leur mari.

En ce qui concerne le statut de ces individus, nous savons seulement que des 28 hommes qui apparaissent dans les actes, 13 sont des *milites*, cinq des *scutiferes*, deux des clercs et un possède le titre de *dom*. Entre les femmes donatrices, sept sont épouses, filles ou sœurs de chevaliers et dix ont reçu le titre de *domna*.

Une première tentative d'identification de ces hommes et femmes, uniquement à partir des *Livros de Linhagens* portugais des XIII^e et XIV^e siècles et des études généalogiques dont l'historiographie nationale dispose pour cette période, nous a permis d'identifier 11 individus (soit 19% du total): huit hommes (l'un d'eux étant conjoint de l'une des donatrices) et trois femmes. De ces individus, huit sont unis par des liens de parenté, puisqu'ils descendent d'une branche du lignage des Riba de Vizela.

De fait, parmi les donations effectuées dans la période de 1259-1260, nous trouvons quatre diplômes octroyés par quatre petits-fils de Raimundo Pais de Riba de Vizela¹³: Mendo Soares de Melo et Pedro Soares de Alvim, fils du bâtard Soeiro Raimundes de Riba de Vizela et de Urraca Viegas Barroso, et Martim Mendes et Teresa Mendes, identifiés par José Augusto Pizarro comme fils d'un second mariage de Dórdia Raimundes de Riba de Vizela, dont ne parlent pas les *Livros de Linhagens*¹⁴.

Contrairement au cas des deux derniers petits-fils de Raimundo Pais, seulement connus à travers leurs donations du patronage de Campanhã, les deux premiers sont amplement attestés dans les sources, clair reflet du statut qu'ils ont acquis.

¹³ ADP, Cartório do Cabido, *Livros dos Originais*, livro XIII (1671), fol. 24, 28 e 33 e *CENSUAL do Cabido*, p. 116-118.

¹⁴ PIZARRO, José Augusto – *Linhagens Medievais Portuguesas: Genealogias e estratégias (1279-1325)*. Vol. 1. Porto: Centro de Estudos de Genealogia, Heráldica e História da Família da Universidade Moderna, 1999, p. 537 e 583-584.

En effet, Mem Soares de Melo I «a été riche-homme, conseiller et *privado* de Afonso III, lieutenant de Gouveia (a.1258) et probablement aussi de Leiria (1254). Attesté dans les textes à partir de 1241, il apparaît en permanence à la cour entre 1248 et 1262, date probable de son décès»¹⁵. Son frère, Pedro Soares, pour lequel il n'existe de documentation qu'après cette donation du patronage de Campanhã, doit aussi avoir fréquenté la cour, où il se trouvait en 1272 lorsqu'il demanda à Afonso III la légitimation de son fils naturel. Lors des *Inquirições* de 1284 il était déjà décédé, puisque dans les registres, sa femme, Maria Esteves *Malhoo*, y est citée comme veuve¹⁶.

Au cours des années 1297-1298, période intégrée dans le troisième cycle des donations du patronage de Campanhã, nous trouvons quatre autres membres de la même famille, descendants de Gontinha Soares de Melo (sœur de Mendo Soares de Melo et de Pedro Soares de Alvim) et de son mari João Peres Redondo. Ces quatre personnes sont liées entre elles, étant respectivement tante, frère et neveu de l'évêque de Porto D. Sancho Peres de Froiã. Il est important de souligner que tous ont mis en évidence le lien de parenté qui les unissaient au prélat, lorsque, entre les motivations de leur donation, ils ont invoqué l'*amor* qu'ils lui portent.

Enfin, on trouve Rui Pais Bugalho, «*boo cavaleiro e privado d'el-rei D. Dinis*», selon une expression du *Livro de Linhagens* du Conte D. Pedro¹⁷, qui octroie la dernière des donations du patronage de Campanhã, en 1302¹⁸. Rui Pais Bugalho est connu pour la première fois en 1281, lorsqu'il est nommé procureur auprès du roi par l'infant D. Afonso, frère bâtard de D. Dinis, pour négocier la *compositio* qui mettrait fin à la querelle entre eux. Inclus dans la liste des chevaliers donnés comme vassaux au roi par l'infant, il entre à ce moment dans la sphère d'obéissance du monarque, dont il recevra divers dons en récompense de ses services. En 1286, il devient inquisiteur pour le roi et exerce durant quelques années des fonctions relatives à l'expédition des chartes royales¹⁹.

Nous n'avons pas encore pu confirmer d'autres liens de parenté hypothétiques comme ceux qui regrouperaient peut-être les cinq individus désignés par le locatif de *Mouriz*, auteurs de plusieurs autres donations en 1259-

¹⁵ PIZARRO – *Linhagens Medievais Portuguesas*, vol. 1, p. 566 (traduction des auteurs).

¹⁶ PIZARRO – *Linhagens Medievais Portuguesas*, vol. 1, p. 576.

¹⁷ PORTUGALIAE Monumenta Historica. Nova Série. Vol. 2/2: *Livro de Linhagens do conde D. Pedro*. Ed. crítica por José Mattoso. Lisboa: Academia das Ciências, 1980, p. 165.

¹⁸ CENSUAL do Cabido, p. 138-139.

¹⁹ SÁ-NOGUEIRA, Bernardo; VIANA, Mário – Rui Pais Bugalho, privado d'el-rei D. Dinis: Origens familiares, património e carreira política. Separata de ARQUEOLOGIA do Estado: 1.as Jornadas sobre formas de organização e exercícios dos poderes na Europa do Sul: séculos XIII-XIV. Lisboa: História e Crítica, 1988.

-1260²⁰, ou le chevalier et ses deux sœurs de nom *Bouzo*, qui ont octroyé trois autres donations en 1259²¹, ou encore deux femmes, de Fornelos, qui ont donné leurs parcelles du patronage de Campanhã en 1260²².

En dernier lieu, et ce malgré les difficultés relatives à l'identification de la plupart de ces individus, il nous faut également porter notre attention sur la dispersion géographique de ces donateurs. Elle nous est révélée non seulement par les locatifs qui sont intégrés dans le nom de certains d'entre eux, mais aussi par la datation topique des documents ou encore par la provenance de leurs rédacteurs et d'autres individus qui les ont validés. La majorité des donateurs étaient originaires de la région de Porto et des territoires limitrophes, mais nous avons trouvé des individus provenant de Montalegre, Lafões, Santarém, Idanha et même Valladolid, dans le royaume de Castille.

Bien que cette première tentative d'identification doive maintenant s'étendre à un autre genre de sources et à des chronologies plus reculées, afin de tenter d'identifier les 48 individus restants et de reconstruire d'autres liens de parenté entre les divers patrons de l'église de Santa Maria de Campanhã, il nous semble que nous pouvons, dès maintenant, souligner une diversité de statuts, auxquels correspondent différentes couches de la noblesse.

En effet, si d'un côté la difficulté d'identification de la plus grande partie des donateurs indique qu'ils sont membres d'une petite noblesse dont l'implantation ne dépasse pas la zone strictement régionale, comme nous avons pu l'observer, d'un autre côté nous trouvons un nombre significatif de descendants d'une des familles les plus importantes du royaume, au XIII^e siècle, les Riba de Vizela. Si quatre de ces individus paraissent descendre légitimement de ce lignage, la plupart sont membres d'une branche bâtarde qui a donné origine à de nouvelles familles, comme celle des Melo et des Alvim, et qui s'est unie, par la voie du mariage, à d'autres lignées, comme celle des Redondos ou celle des Pereira.

Ainsi, parmi les donateurs du patronage de l'église de Campanhã que nous avons identifiés, les membres d'un ensemble de nouvelles lignées se mettent en évidence. Grâce aux services rendus au monarque et à une stratégie matrimoniale et patrimoniale efficace, et malgré leurs origines bâtardes, ils ont réussi à intégrer cette nouvelle noblesse, proche des milieux de la cour, qui était en franche ascension dans la seconde moitié du XIII^e siècle.

²⁰ ADP, Cartório do Cabido, *Livros dos Originais*, livro XIII (1671), fol. 27, 35, 37 e 43 e *CENSUAL do Cabido*, p. 96-97.

²¹ *CENSUAL do Cabido*, p. 95-96 e ADP, Cartório do Cabido, *Livros dos Originais*, livro XIII (1671), fol. 19 e 29.

²² ADP, Cartório do Cabido, *Livros dos Originais*, livro XIII (1671), fol. 23 e 45.

De cet exposé il ressort clairement que le patronage de Santa Maria de Campanhã, à l'exemple de plusieurs autres institutions ecclésiastiques contemporaines, se trouvait réparti entre un nombre élevé de particuliers, dans leur grande majorité appartenants à la noblesse ou, plus précisément, à plusieurs de ses couches. Tous, depuis les modestes écuyers jusqu'aux puissants *ricos-homens*, sont ici représentés. Cela signifie, alors, que les patrons de Campanhã reflètent dans leur ensemble une des réalités les plus caractéristiques de l'aristocratie portugaise du XIII^e siècle, à savoir, son rapport étroit avec le patrimoine de l'Église, d'où elle retirait une part substantielle de ses revenus, de son prestige et de son influence sociale.

La protection donnée aux lieux de culte, lors de leur fondation, se transforme, au long des XI^e et XII^e siècles et selon les conjonctures, en une maille enchevêtrée de droits et de prérogatives qui, avec la transmission héréditaire des droits patronaux et la conséquente multiplication des patrons, s'est convertie, dans la plupart des cas, en un processus d'asphyxie des institutions. Simultanément, églises et monastères voient la restauration et le développement des structures diocésaines et, en conséquence, se trouvent confrontés à l'inévitable intervention des prélats qui, par des stratégies diverses, ont établi le contrôle pastoral et patrimonial des établissements religieux.

Santa Maria de Campanhã n'a pas échappé à la règle. Sa proximité de la ville de Porto, ainsi que la richesse matérielle de l'espace dans lequel elle s'inscrivait, ont motivé le grand intérêt des évêques et du chapitre de Porto, qui ne tardèrent pas à s'efforcer d'obtenir sa tutelle complète.

De ce point de vue, l'église de Campanhã s'affirme comme un point de convergence et de conflits de divers intérêts patrimoniaux et ecclésiastiques. Cette fois, au moins, la persévérance des évêques de Porto a été capable d'*orienter* les *volontés* des propriétaires laïques à leur profit.